

Pesticides: le débat prend de l'ampleur

PAR CHANTAL DE SENGER

Après l'amiante et le tabac, c'est au tour des pesticides d'être pointés du doigt pour leur nocivité sur la santé et l'environnement. Faut-il définitivement les bannir de notre agriculture?

LE GLYPHOSATE et autres pesticides sont-ils le prochain scandale sanitaire qui va frapper la Suisse et les autres pays industriels? Ce désherbant le plus répandu du monde, que l'on trouve notamment dans le produit phare du géant américain Monsanto, le Roundup, a été classé «cancérogène probable» par l'OMS en 2015 déjà. Rappelons que cet herbicide, le plus utilisé par les agriculteurs suisses, a été retrouvé dans l'urine de 40% d'un panel de Suisses romands testé par l'émission de la RTS *A bon entendeur* en 2015.

En avril dernier, une étude réalisée par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a démontré que les petits cours d'eau en Suisse sont pollués par une multitude d'herbicides, de fongicides et d'insecticides. Selon ce rapport, les normes de qualité de l'eau ne sont respectées dans aucun des cinq ruisseaux examinés. Les concentrations de polluants présentaient alors une toxicité aiguë pour les organismes aquatiques. Les chercheurs ont mis en évidence 128 substances utilisées dans les cultures de plein champ, les cultures fruitières et légumières et la culture de la vigne, soit

61 herbicides, 45 fongicides et 22 insecticides. La qualité de l'eau a été classée dans les catégories «médiocre» et «mauvaise» sur toutes les stations de mesure.

Le débat sur l'interdiction du glyphosate, voire de tous les pesticides, fait rage depuis quelques mois en Suisse. Alors que les Etats membres de l'Union européenne et la Confédération viennent d'accepter de renouveler la licence du produit controversé, une initiative populaire fédérale «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse» a été lancée par un mouvement citoyen apolitique. La récolte de signatures est encore en cours. Son but: interdire tout pesticide de synthèse dans la production agricole, la transformation des produits agricoles et l'entretien du territoire. L'importation de denrées alimentaires contenant des pesticides de synthèse serait aussi interdite.

A Genève, le médecin et président du PDC Bertrand Buchs vient de déposer un projet de loi constitutionnelle visant à interdire les pesticides dans le canton. L'importation, la vente et l'utilisation de pesticides chimiques seraient interdites pour toutes les activités agricoles si le projet de loi était approuvé. Une disposition prévoit toutefois d'aider financière-



Une étude de l'OFEV a détecté 128 substances utilisées en Suisse dans les cultures.

PHOTOS: PHILIPPE BOUVERAT/AFD - DR

ment les professionnels concernés par cette interdiction.

L'agriculture conventionnelle tue la vie

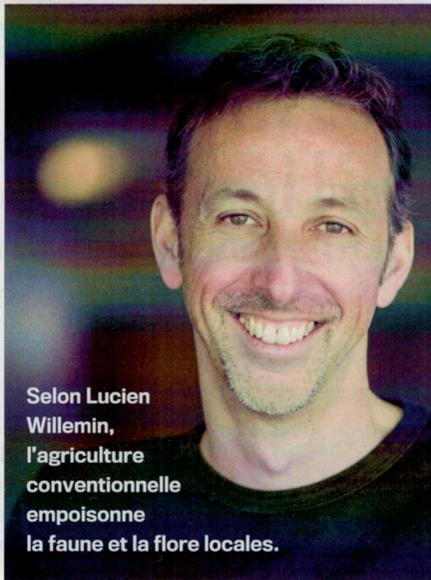
«Notre agriculture conventionnelle de proximité est devenue avec les années très gourmande en engrais et pesticides de synthèse», rappelle Lucien Willemin, ancien promoteur immobilier devenu ambassadeur de la culture bio. Dans son ouvrage *Tu parles Charles! Manger local, c'est loin d'être idéal*, il explique que «plus de 2100 tonnes de pesticides classés en quelque 350 substances actives autorisées sont répandues chaque année en Suisse. Entre 2000 et 2014, les ventes de pesticides en Suisse ont grimpé de 35% (selon les chiffres de l'Office fédéral de l'agriculture, ndlr). Ces produits se retrouvent dans l'air que nous respirons, dans les cours d'eau, les sols et dans notre alimentation au quotidien.»

L'agriculture conventionnelle participerait, selon l'auteur, à la perte d'insectes, de fleurs, d'oiseaux, mais aussi à l'empoisonnement de la faune et de la flore aquatiques. «Le public doit savoir que le label IP-Suisse utilise aussi des pesticides de synthèse comme le glyphosate.» Il recommande ainsi de consommer du bio étranger plutôt que des produits locaux non bio qui «participent à l'empoisonnement du vivant».

Au niveau de la santé pour l'être humain, le toxicologue Vincent Perret explique que «les personnes massivement exposées aux produits organophosphorés peuvent développer des problèmes neurologiques et épidémiologiques entraînant des troubles de la dégénérescence, comme Alzheimer ou Parkinson». Manipuler des pesticides est donc un facteur de risque important, ce qui pousse certains politiciens à vouloir déjà l'interdire aux «jardiniers amateurs». Bertrand Buchs abonde dans ce sens: «Une étude a démontré qu'il existe une augmentation des cas de cancers chez les paysans car le produit passe par la peau.»

Peut-on se passer de pesticides?

Responsable de l'antenne romande de Bio Suisse, Pascal Olivier estime que, fondamentalement, les agriculteurs pourraient tous cultiver leurs terres sans pesticides de synthèse. Cependant, les conséquences seraient importantes. «Les fermes ne pourraient pas être gérées comme maintenant, avec une ou deux personnes



Selon Lucien Willemin, l'agriculture conventionnelle empoisonne la faune et la flore locales.

uniquement. Il faudrait réadapter les structures d'exploitation, ce qui va à l'inverse de ce que nous faisons actuellement. En effet, le trend est à la spécialisation et à l'augmentation de la mécanisation, alors qu'avec le bio, on est dans la biodiversité et la pluralité des cultures.»

Selon Pascal Olivier, la Suisse pourrait adopter un standard qui se passe de pesticides, une sorte de PER (prestations écologiques requises)+++ . «La démarche bio va plus loin qu'un renoncement aux pesticides de synthèse. Elle met l'accent aussi sur le bien-être animal, les aspects sociaux et la biodiversité. C'est une démarche qui prend du temps et qui doit être volontaire. Ça ne doit surtout pas être une contrainte.»

En 2017, la production bio en Suisse se monte à 13,4%. Pour l'heure, Bio Suisse a une attitude bienveillante envers les initiatives même si elle n'a pas encore pris position sur le texte visant à interdire les pesticides. L'organisme qui gère le label Bourgeon attend de connaître la position des Chambres fédérales.

Jacques Bourgeois, directeur de l'Union suisse des paysans, est plus mesuré quant à l'utilisation de pesticides dans l'agriculture: «Lorsqu'on tombe malade, on a recours à des antibiotiques, tout comme les animaux et les plantes. On ne doit certes pas utiliser des pesticides à tout va,

mais il ne faut pas les interdire non plus.» L'homme politique estime que de nombreux efforts ont déjà été faits et que de nouvelles mesures sont constamment débattues: «Un plan d'action phytosanitaire a été décidé par le Conseil fédéral et son application est

actuellement en discussion au niveau fédéral. On étudie toute une série de mesures pour abaisser l'utilisation des produits de synthèse et améliorer la biodiversité.»

Ce dernier rappelle que la digitalisation va aussi permettre d'améliorer les traitements. En effet, une start-up basée à Yverdon serait sur le point de lancer un robot qui pourrait identifier les mauvaises herbes à détruire, une solution qui permettrait de se passer d'une bonne partie des pesticides. «Si l'on interdit complètement l'utilisation de pesticides, les agriculteurs perdraient de 20 à 40% de leur rendement. De fait, les consommateurs seraient dépendants de l'approvisionnement étranger dont une grande majorité des produits contiennent du glyphosate. Ce qui va à l'encontre de la votation du 24 septembre sur la sécurité alimentaire qui a rencontré un grand soutien populaire.» Quoi qu'il en soit, «les consommateurs qui veulent des produits irréprochables doivent aussi faire des efforts et accepter des salades avec quelques puçerons ou des pommes tachées».

Différences selon les pays

Pour Bertrand Buchs, la Suisse devrait être pionnière en interdisant les pesticides. Il est d'accord sur le point que tout le monde doit faire des efforts, même la grande distribution en prenant moins de marges sur la vente de produits bio. «Il faudrait limiter le gaspillage alimentaire qui se monte à près de 40% en Suisse. Et les Suisses devraient limiter leur consommation de viande» afin d'abaisser les coûts de production de l'agriculture suisse.

Le député libéral et vigneron genevois René Desbaillets est plus nuancé sur la problématique du glyphosate. Il rappelle que les règles d'utilisation du Roundup sont très différentes selon les pays. La Suisse a, par exemple, interdit l'utilisation du produit sur les plantes cultivées. Alors qu'en Europe, les paysans peuvent l'utiliser trois semaines avant les moissons pour accélérer la maturité des céréales, la Suisse ne peut l'utiliser qu'après les moissons. Ce qui explique pourquoi seuls les aliments fabriqués en Suisse à partir de blé ou autre produit importé ont été contaminés par l'herbicide.

Le vigneron rappelle que dans les pays où les OGM sont autorisés comme aux Etats-Unis, certains aliments (soja, maïs, coton) ont été génétiquement modifiés pour résister au glyphosate. Les agriculteurs aspergent ainsi par hélicoptère des champs entiers de pesticides. Une pratique totalement interdite chez nous. ■

LE BIO EST «UNE DÉMARCHÉ QUI PREND DU TEMPS ET QUI DOIT ÊTRE VOLONTAIRE. ÇA NE DOIT SURTOUT PAS ÊTRE UNE CONTRAINTÉ»